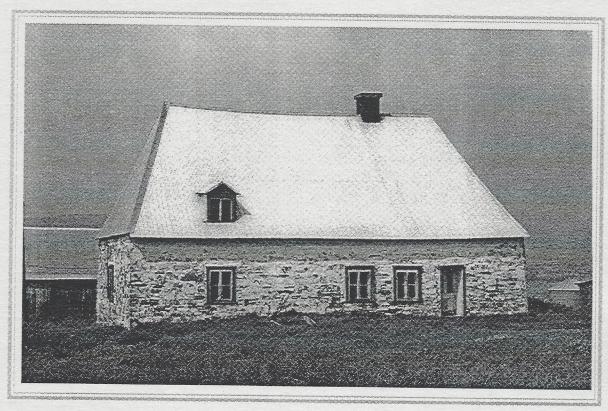


La Lucarne

La revue de l'association des Amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec

Vol. XX, numéro 3

Été 2000



La maison Rocheron-Turcotte de l'Île d'Orléans

Son histoire en pages 3 et 4 (Photo : Pierre Lahoud)

Aux membres de l'Apmaq, une saison estivale riche en découvertes!

L'éditorial

Les membres du conseil d'administration de l'Apmag

Anita Caron, présidente (418) 246-3426

Micheline Frenette, vice-présidente (450) 467-6256

Réal Béland, trésorier (450) 661-2949

Agathe Lafortune, secrétaire (514) 332-5943

Marie Bachand, conseillère (819) 233-2775

Pierre de Bellefeuille, conseiller (514) 276-7844

Bernard Lajoie, conseiller (450) 791-2448

Jacques Portelance, conseiller (418) 626-0497



Sommaire

Le voile entrouvert sur le rapport Arpin
- Pierre de Bellefeuille 2
La maison Rocheron-Dorval-Turcotte
- André Rochon 3
Le patrimoine agricole, quel avenir ?
- Clément Locat 5
Comment se débarrasser d'odeurs
indésirables provenant d'un puisard
- Christine Guérin 6
La rénovation patrimoniale au Saguenay -
Lac-Saint-Jean, un service accessible et
concret - Dominique Poirat7
La grande pitié des cinémas de
Montréal - Claude Sutto 8
L'Apmaq en courte-pointe
- Réal Béland 10
Dossiers Sauvegarde
- Anita Caron
Pierres d'attente
- Gordon Lefebvre
Vie de l'association - Réal Béland et
Agathe Lafortune14
Ma bibliothèque
- Micheline Frenette 15
En bref - Anita Caron et Agathe
Lafortune
Carrefour des petites annonces 18
Visites de l'été 2000 19
Le congrès 2000
- Jacques Portelance

Le voile entrouvert sur le rapport Arpin

'APMAQ, représentée par Anita Caron, Jacques Portelance, Bernard Lajoie et votre humble serviteur, s'est présentée le 28 avril devant le groupe Arpin que la ministre de la Culture et des Communications du Québec, madame Agnès Maltais, a chargé de proposer une politique du patrimoine. Nous étions munis du mémoire adopté par le Conseil le 21 mars dernier et dont une version préliminaire avait été encartée dans La Lucarne du printemps 20001.

On se souviendra que dans ce mémoire, nous nous inquiétions du fait que les audiences de ce groupe, que préside M. Roland Arpin, directeur du Musée de la civilisation à Québec, se déroulaient à huis clos. Or peu après, nous avons eu la bonne surprise d'être invités à une conférence publique donnée par M. Arpin à Trois-Rivières, le 12 mai. Il s'agissait d'un bilan préliminaire, étant donné que le rapport du groupe ne sera présenté qu'en août ou septembre.

Dans sa conférence, M. Arpin a fait mention de certains propos tenus par les représentants de l'APMAQ qui ont soutenu que le plus important n'est pas d'adopter de nouvelles lois, mais d'appliquer avec fermeté celles qui existent déjà. Il a résumé comme suit les représentations faites au cours des audiences:

 Il faut rétablir les services techniques du MCCQ devenus presque inexistants.

- · Le patrimoine n'est pas l'affaire d'un seul ministère; outre le MCCQ, une dizaine d'autres organismes gouvernementaux, y compris des ministères, sont impliqués.
- Les programmes ont vieilli.
- On réclame un soutien financier. Les sommes consacrées au patrimoine ont augmenté, mais elles ont touché principalement les musées et le patrimoine religieux.
- On doit annoncer bientôt une nouvelle politique des musées. (C'est maintenant chose faite.)

- · Certains outils de gestion sont déficients. Ainsi, il faudrait lancer un programme important de mise à jour des inventaires.
- Le rôle des municipalités régionales de comté (MRC) est à revoir, comme celui des municipalités en général. Il n'est pas sûr que les échevins comprennent les questions de patrimoine qui sont très complexes.
- · Les municipalités les plus avancées sont celles qui ont réussi à donner une nouvelle vie à des bâtiments patrimoniaux situés sur leur territoire.
- Trop souvent, les décisions sont prises en catimini. On laisse pourrir des bâtiments dont on ne sait que faire. Les élus ont peu tendance à consulter.
- · Les citoyens devraient avoir accès à certains édifices patrimoniaux de grande importance, par exemple le complexe du Séminaire de Québec.
- Il faut revoir certaines lois. La Commission des biens culturels a si peu de moyens qu'elle est presque paralysée.
- La concertation et l'harmonisation des forces s'imposent. Les groupes intéressés devraient se livrer à un exercice de fédération ou de regroupement.
- Il faut intensifier les recherches et mieux encadrer les spécialités, les métiers.
- Les règles de fiscalité sont à revoir, notamment en ce qui a trait aux maisons anciennes.
- Le tourisme est largement tributaire du patrimoine.

Durant la période des questions, on a parlé des jeunes, de l'importance de l'éducation (M. Arpin a rappelé le rôle joué naguère par des mouvements comme les cercles de jeunes naturalistes) et des problèmes causés par des règlements, notamment le code du bâtiment.

Il y a assurément lieu de se réjouir du franc-parler de M. Arpin, qui augure bien de la vigueur de son rapport.

Pierre de Bellefeuille

¹Les personnes qui souhaitent recevoir la version finale du mémoire peuvent en faire la demande au secrétariat de l'APMAQ.

La maison Rocheron-Dorval-Turcotte

André Rochon

In 1657, Simon, Gervais et Marie Rocheron, orphelins de père et mère depuis sept ans, quittèrent leur village de Saint-Cosme-de-Vair dans la province du Maine et émigrèrent en Nouvelle-France.

Simon et Marie fondèrent bientôt des familles et s'établirent sur des terres. Gervais, mon ancêtre, ne se maria que 14 ans plus tard avec la petite-fille de Jean Guyon et acheta la moitié de la terre de son beaufrère, François Gaulin, à Sainte-Famille de l'île d'Orléans, soit deux arpents de large, allant du fleuve Saint-Laurent jusqu'à la ligne qui divise l'île en son centre.

Gervais y éleva une famille de quinze enfants et décéda en 1705. La terre et l'habitation qu'il y avait construite passèrent d'abord entre les mains de son épouse et en 1714 devinrent la propriété exclusive de son fils Gervais. Celui-ci décéda en 1736, mais ce n'est qu'en 1759 que la terre ancestrale devint, à la suite de nombreux actes de donation et de vente, la propriété de son fils Clément.

En 1763, Véronique Gosselin, sa veuve, apprend qu'il est décédé en 1758 à la bataille de Carillon. Elle fait dresser par le notaire Antoine Crespin père, le 14 février de la même année, un inventaire des biens de la communauté qui nous informe qu'il existe «une maison



Vue aérienne de la maison Rocheron-Turcotte, à l'Île d'Orléans (photo Pierre Lahoud).

scize et située en la ditte paroisse de Sainte-Famille construite en pierre sur la terre de la ditte succession contenante quarante-cinq pieds de long par vingt-quatre pieds de large couverte en planche et bardos».

Une maison ayant les mêmes dimensions existe toujours sur la terre ayant appartenu à Gervais Rocheron et maintenant la propriété de monsieur Paul-Henri Turcotte.

Monsieur Turcotte a construit sur sa propriété une maison moderne et la vieille demeure est inoccupée depuis une vingtaine d'années.

La terre est identifiée comme le lot 101 de la paroisse de Sainte-Famille et le numéro civique est 4032 Chemin Royal.

Quand la maison ancestrale a-telle été construite ?

Nous savons qu'il n'existait aucune maison de ferme construite en pierres à l'île d'Orléans en 1725. Nous savons aussi que la maison a été construite avant 1758, année de la mort de Clément. Il nous est impossible avec les rensei-gnements que nous possédons de savoir si elle a été construite par Gervais fils qui posséda la terre entre 1714 et son décès en 1736 ou par Clément.

L'inventaire des biens de la communauté entre Gervais fils et Marie David qui aurait pu nous renseigner a malheureusement disparu avec la presque totalité du greffe du notaire Louis Pichet. Le résumé que nous possédons ne mentionne que «des bâtiments».

... suite en page 4

La maison Rocheron-Dorval-Turcotte

(suite de la page 3)

Il est peu probable que Marie David ait entrepris une construction de cette envergure entre la mort de son époux en 1736 et 1750 puisqu'elle ne possédait pendant cette période que la moitié de ce qu'avait été sa communauté avec son époux décédé, l'autre moitié étant répartie entre ses enfants dont plusieurs étaient encore mineurs en 1750.

Marie David fait donation de sa part de la communauté à son fils Clément le 24 mai 1750 et Clément se marie trois mois plus tard. Cependant il ne devient propriétaire de la totalité de la terre qu'en 1759, alors qu'il était décédé l'année précédente.

Nous avons réussi à établir la chaîne ininterrompue des titres de la propriété à partir de la concession de la Nouvelle-France à la Compagnie des Cent Associés en 1628 jusqu'au propriétaire présent en l'an 2000, -monsieur Paul-Henri Turcotte, soit pendant une période de près de 370 ans.

La ferme est aussi demeurée une entreprise familiale et artisanale

Enfin la maison ancestrale a été peu modifiée depuis sa construction il y a au moins 250 ans. Elle a été habitée jusqu'à assez récemment et n'a pas subi de «rénovations» historiquement malencontreuses.

La fiche d'inventaire du Ministère de la Culture qualifie son degré d'intégrité «d'état-ancien» et mentionne qu'elle n'est ni «classée» ni «reconnue».

Elle est aussi dans un état de préservation raisonnable compte tenu de son âge et du fait qu'elle n'est plus habitée depuis quelque vingt ans.

Plusieurs demeures anciennes, certaines beaucoup plus récentes que la maison Rocheron, et souvent très mal conservées, ont été photographiées, étudiées et décrites dans des documents d'archives, des livres d'histoire ou des brochures touristiques. Plusieurs ont été classées et sont protégées comme monuments historiques.

L'habitation que nous avons étudiée a peut-être été oubliée par les chercheurs parce que, contrairement à plusieurs autres mieux connues, elle est bâtie beaucoup plus en retrait du Chemin du Roy et qu'elle n'est pas visible depuis celui-ci.

Nous espérons que ceux dont la mission est de veiller à la conservation de notre patrimoine architectural et historique de la valeur de cette habitation prendront conscience, pendant qu'il est encore temps, de l'urgence de la restaurer à un coût raisonnable.

Il ne reste plus beaucoup de ces vieilles demeures qui n'ont pas été détruites par le temps faute de soin ou qui n'ont pas été défigurées par des rénovations de mauvais goût.

André Rochon

Cette propriété présente plusieurs caractéristiques intéressantes et assez rares à l'île d'Orléans. La terre achetée par Gervais en 1671 est restée presque intacte. Seules deux petites portions en ont été détachées et l'une d'elles est restée dans la famille immédiate.



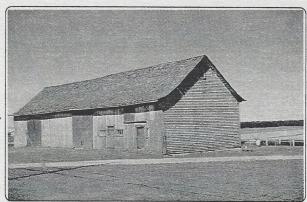
Les membres qui voyageront au Québec cet été, et qui s'attarderont à l'Ile d'Orléans, pourront admirer cette belle grange ancienne anonyme (elle n'appartient pas à la maison Rocheron-Dorval-Turcotte), bien conservée, un beau spécimen de notre patrimoine agricole dont il est question en page suivante. (Photo: C. Locat)

Le patrimoine agricole, quel avenir?

À l'image de tout notre patrimoine architectural, notre patrimoine bâti agricole possède un caractère distinctif à travers l'Amérique.

ans une publication traitant des granges en Amérique du Nord, produite aux États-Unis il y a quelques années, un important chapitre témoignait de la beauté et de l'originalité de nos bâtiments agricoles.

L'avenir de ce patrimoine est très préoccupant. C'est un important patrimoine à préserver, car historiquement, l'agriculture a occupé une grande place dans l'économie du Québec.



Grange ancienne sur la rive sud du Saint-Laurent (Photo.: C. Locat)

CLÉMENT LOCAT

Des changements majeurs survenus dans l'agriculture québécoise au cours des trente dernières années ont eu un impact majeur sur le patrimoine bâti agricole. D'une part, l'agriculture pratiquée de façon marginale dans les régions éloignées - Gaspésie, Abitibi a été presque éliminée, entraînant une déstructuration complète du tissu agricole. Les bâtiments anciens font figure de fantômes dans un paysage désolant. Par contre, l'agriculture intensive pratiquée sur le reste du territoire a aussi eu des impacts importants. La spécialisation de la production et le regroupement des fermes ont diminué drastiquement le nombre d'exploitations, entraînant l'abandon de certaines fermes et une profonde transformation des autres.

Dans ce contexte, notre riche patrimoine agricole se dégrade rapidement. Granges anciennes, remises, porcheries, poulaillers sont démolis ou tombent à l'abandon sous le poids de la neige et des ans... Même des bâtiments exceptionnels comme des granges rondes ont été démolis sans susciter de réaction dans le milieu.

La situation devient alarmante et exige une action immédiate. Il y a probablement lieu de réaliser un inventaire, mais cela ne doit pas constituer une raison de ne pas agir, car le temps presse. Il faudrait que le ministère de la Culture et des Communications, en association avec les MRC et les municipalités, intervienne rapidement pour sauver les plus beaux exemples de nos granges et de nos ensembles agricoles. Ce sera un

premier pas avant d'établir un plan de préservation du patrimoine agricole national.

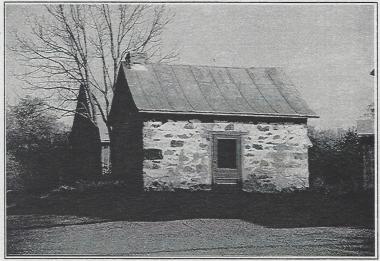
Ce dossier est également relié à la question du paysage agricole. Certains pays ont accordé de l'importance à ce volet du patrimoine, qu'on pense à la Suisse, avec la préservation de l'agriculture traditionnelle et des alpages entre autres; à la France, avec la sauvegarde des parcelles de culture dans certaines régions.

Le défi est de taille. Allons-nous agir et intervenir à temps ou constater une situation déplorable alors qu'il sera trop tard?

Laiterie à Saint-Ambroise-de-Kildare (Ph.: C. Locat)



Vieille clôture de perches dans l'Outaouais (Ph.: C. Locat)



Comment se débarrasser d'odeurs indésirables provenant d'un puisard?

CHRISTINE GUÉRIN, COPROPRIÉTAIRE D'UNE MAISON ANCIENNE À CAP-SAINT-IGNACE

Une forte

puanteur!

Diantre! C'est

effrayant

comme ça sent

mauvais.

Qu'est-ce que

c'est encore?

ans une fiche technique portant sur un problème d'alimentation en eau courante rencontré par de nouvelles propriétaires d'une maison ancienne (La Lucarne, Vol. XX no 1), nous avons fait connaissance avec des personnes récemment établies en milieu rural.

Un an s'est écoulé depuis l'achat de leur maison. Nos gens ont travaillé très fort à sa restauration, mais il a fallu vivre quatre saisons consécutives pour découvrir peu à peu d'autres problèmes à résoudre.

La saison estivale bat son plein et la passion du patrimoine est toujours dans le coeur de nos propriétaires. Amour ou folie? Nous sommes au mitan de l'été et il y a une foule de travaux de rénovation à faire à la propriété: la toiture en bardeaux, les fenêtres d'été, les larmiers, etc. Tout se déroule assez bien; les problèmes ren-

contrés à l'extérieur ou à l'intérieur se réglant, comme il se doit, l'un après l'autre. Un vrai bel été, quoique la pluie se fasse rare, même trop rare...

Un beau matin, une odeur se fait sentir dans la maison. Une puanteur assez prononcée! Diantre! C'est effrayant comme ça sent mauvais. Qu'est-ce que c'est encore? D'où est-ce que ça vient? Il semble que ce soit le puisard qui fasse des siennes. Qu'est-ce qu'on va faire avec ça? Les nerfs de nos «castors-bricoleurs» craquent! Trop, c'est trop!

Une pluie abondante est tombée pendant la nuit et, comme il a fait très sec au cours de l'été, l'eau n'a pas pu se frayer un chemin tranquillement... et voilà. Vlan! Vous allez me dire : mais ça doit être bouché quelque part ou bien il se passe quelque chose avec l'évent.

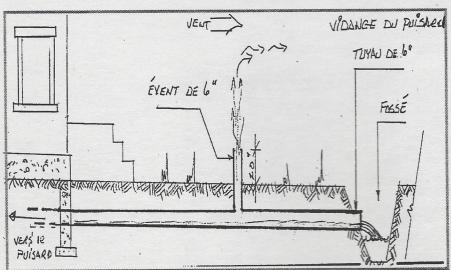
Malheureusement, il n'y a pas d'évent et le puisard qui date n'a pas fait l'objet d'un ménage complet depuis belle lurette. Encore une fois, il faut se retrousser les manches et commencer par faire appel à une « bonne connaissance » du coin qui va examiner le tout.

Primo, il faut aller voir l'état du puisard pour savoir comment il est construit. Étant donné qu'il y a une sortie de tuyau dirigée directement vers un fossé à partir du puisard — cela est prévu en cas de débordement —

nos gens pensent d'abord à nettoyer ce tuyau. Peut-être s'est-il obstrué ? Quoi qu'il en soit, le plus compliqué restait à faire... Le tuyau du puisard nettoyé, on dut placer un évent sur le dessus du puisard. C'était la seule solution acceptable, puisqu'à partir de la maison..., mais inutile d'y penser, on venait tout juste de terminer des travaux. Il ne pouvait être question de recommencer. On installera plutôt un tuyau d'aération d'un diamètre de quatre pouces et d'une hauteur minimale de trois pieds à partir du sol de façon à favoriser un échange d'air. C'est ce qu'on appelle en langage populaire « l'effet

aspirateur ». Le vent qui passe au dessus du tuyau aspire les odeurs indésirables qui sont alors évacuées en dehors du conduit vers l'extérieur vous débarrassant ainsi d'odeurs indésirables dans la maison.

Grosses dépenses et vilaines odeurs? Envolées!





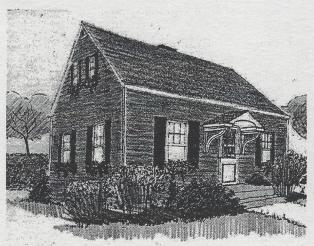
La rénovation patrimoniale au Saguenay -Lac-Saint-Jean

Un service accessible et concret

Dominique Poirat, coordonnatrice et architecte et Julie Bergeron, agente de communication et de développement

e patrimoine résidentiel du Saguenay – Lac-Saint-Jean se caractérise par plusieurs territoires et sites d'intérêt culturel varié et riche d'une histoire datant d'au plus 150 ans. La plupart des maisons ont été passablement transformées sans égard à leurs matériaux d'origine et au paysage environnant. Comme partout au Québec, l'emploi du vinyle, de la tôle et de la brique à joint sec banalise et menace de plus en plus le cachet des municipalités, détériorant ainsi paysage des agglomérations rurales et urbaines de la région.

Devant ce constat, la Société d'histoire du Lac-Saint-Jean implante actuellement le Service d'aide à la rénovation patrimoniale (Sarp). Ce service encourage les propriétaires à rénover et à entretenir l'extérieur de leur maison tout en respectant son cachet d'origine et en améliorant du même coup le paysage de la municipalité. Le Sarp oeuvre principalement en rénovation puisque le pourcentage de propriétaires intéressés à la restauration est très limité dans cette jeune région. Ce service mise sur la fierté des propriétaires.



Les services offerts

Depuis 1996, le Sarp a mis au point différents outils accessibles, dont huit guides de rénovation illustrant les principaux styles de maisons traditionnelles dans son territoire ainsi que les matériaux et interventions recommandés. Ces-guides sont illustrés de photographies de maisons situées dans le territoire et de croquis de rénovation avant / après.

À la Société d'histoire du Lac-Saint-Jean, les propriétaires peuvent consulter une bibliothèque donnant accès à des documents en rénovation patrimoniale et une « matériauthèque » d'échantillons de matériaux adéquats. Le Sarp met également à la disposition des propriétaires une palette de couleurs aux multiples combinaisons, facilitant ainsi la tâche de choisir. On peut aussi consulter un architecte, sur rendez-vous, pour différentes questions concernant l'aspect extérieur de sa maison. Une esquisse des rénovations peut également être réalisée par l'architecte, à des coûts très raisonnables.

Un service personnalisé

Tous les propriétaires d'une maison datant d'avant 1960 peuvent faire appel à ce service. Le Sarp personnalise une appro-

che tout en respectant la capacité d'entretien et de
payer du propriétaire, le
Sarp valorise d'abord la
conservation et la mise en
valeur du matériau d'origine. Les éléments qui caractérisent le style sont
identifiés et on recommande
aux propriétaires de conserver ou de reproduire ces attributs. Enfin, comme le
bois est la force économique
de la région, on en favorise
l'emploi.

Un réseau de partenaires

Un réseau d'information et de collaboration est en voie d'implantation partout dans la région. Ainsi, quelques municipalités et quincailliers sont déjà abonnés au service. Ce sont des intervenants de première ligne puisqu'ils conseillent les propriétaires dans leurs travaux de rénovation. Chaque année, le Sarp dispense une formation aux inspecteurs en bâtiment des municipalités et aux commis des quincailleries abonnées. Cette formation sensibilise les intervenants aux différentes notions de la rénovation patrimoniale. Le Sarp mise sur ce réseau de diffuseurs pour sensibiliser les propriétaires et pour rendre l'information accessible à des endroits stratégiques.

Un intérêt grandissant

Depuis quatre ans, les représentants du Sarp constatent un souci de plus en plus marqué de la part des propriétaires pour une rénovation tenant compte du cachet d'origine de leur maison et de l'environnement bâti. Il s'agit d'un travail de longue haleine. L'accès à un service conseil en architecture personnalisé et la constante sensibilisation contribueront grandement à modifier le comportement des propriétaires et à mettre en valeur le paysage bâti de nos municipalités.

Pour nous rejoindre:

54, rue Saint-Joseph Case postale 787 Alma (Québec) G8B 5W1

Courriel: www.sarp.qc.ca ou info@sarp.qc.ca

La grande pitié des cinémas de Montréal

CLAUDE SUTTO
DÉPARTEMENT D'HISTOIRE
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

«Ce que n'ont pas fait les Barbares, les Barberini l'ont fait».

e brocard qui courait dans la Rome baroque rappelait opportunément que ces grands seigneurs - dont le moindre n'était pas le pape Urbain VIII - pillèrent et détruisirent sans vergogne ce qui restait de la Rome antique, pour édifier palais et églises, tant il est vrai que l'on n'a pas attendu le XX° siècle pour saccager villes et campagnes. Mentionnons aussi l'expropriation des monastères anglais par Henri VIII entre 1536 et 1539 et leur abandon subséquent, l'éventrement du Paris médiéval par Rambuteau et Haussman au XIXº ou la destruction du patrimoine religieux russe par Staline. Nos modernes promoteurs immobiliers peuvent donc profiter amplement des leçons de leurs illustres prédécesseurs.

Comme partout ailleurs en Amérique et en Europe, Montréal a vu s'élever, entre 1910 et 1930 environ, de somptueux et vastes édifices qui remplacèrent peu à peu les humbles Nickelodeons des débuts du cinéma. Bâtis sur le modèle des salles de théâtre et d'opéra du XIXº siècle, ils étaient destinés à lui servir d'écrin, à séduire et éblouir de nouvelles couches sociales enrichies par la prospérité, et à leur apporter une part de rêve. C'est que le décor et le service assuré par un personnel en uniforme galonné, attentif et courtois, étaient aussi importants que le spectacle lui-même. Le nom de ces nouveaux temples révèle clairement les intentions de leurs propriétaires et les attentes de leurs clients : Palace, Château, Empress, Capitol,



Le Rialto (1924), à Montréal. Architecte: Joseph-Raoul Gariépy; stucateur et ornementiste: Antonio de Giorgio; peintre-décorateur: Emmanuel Briffa. (Photo: Jean-Paul Martel)

Ritz, Rex, Majestic... Tout autant que leur style, égyptien, pré-colombien, hispano-mauresque, palladien, baroque ou chinois. Pas toujours du meilleur goût, faut-il le préciser? Mais la crise de 1929 mit brutalement un terme à cette folie des grandeurs et réduisit la dimension de ces édifices à de plus justes proportions. Contraints de travailler avec des budgets réduits, les architectes construisirent des salles beaucoup plus petites dans le style art-déco, très souvent d'une rare élégance.

La télévision porta le coup de grâce à ces cinémas. Dès le début des années 1960, nombre d'entre eux furent démolis, fermés ou transformés. Montréal ne se démarqua évidemment pas des autres villes. Moins sourcilleux qu'aujourd'hui sur le respect de leur patrimoine, les Montréalais subirent sans état d'âme, ou, à tout le moins, avec résignation, une véritable tourmente destructrice. Voire! Le Loews, le Palace, le Princess furent divisés en salles plus petites. Le Monkland, le Snowdon, le

Regent, le Rivoli vidangés de l'intérieur et transformés en bureaux ou en commerces, leur facade, triste stèle funéraire, rappelant le temps perdu. L'Orphéum, le Capitol, le Strand, le Belmont, démolis. Le Corona, le York, le Séville fermés. Une poignée de bâtiments ont survécu dans leur état primitif comme le Granada et l'Impérial, retouchés avec discrétion. La restauration du Corona est exemplaire. Il en ira probablement de même avec l'Outremont. Par contre, le sort du Rialto qui a été au cœur d'une cascade d'atermoiements, de silences, de reculades, est plus incertain. Une sinistre plaisanterie à n'en point douter. On a parfois l'impression que les gouvernements, de quelque niveau qu'ils soient, peinent à définir et à formuler une politique de conservation cohérente et imaginative, et à s'y tenir fermement. Ils ne semblent pas non plus, impasse budgétaire oblige, être tout à fait insensibles aux arguments sonnants et trébuchants des promoteurs immobiliers.



Le Château (1931) rue Saint-Denis à Montréal. Architecte : René-Charbonneau Peintre-décorateur : Emmanuel Briffa.

Photo: Jean-Paul Martel

En tout cas, il n'est guère de restauration qui n'ait été réalisée sans luttes acharnées, menées tambour battant, par les défenseurs du patrimoine et des groupes de citoyens.

Et pourtant c'est l'œuvre des architectes Lamb, Crighton, Charbonneau, Chaussé, Doucet, des peintres décorateurs Briffa et Nincheri, des stucateurs et ornemantistes Guardo, Alluisi, de Giorgio qui s'envole en poussière De ce qui a été démoli, il faut faire son deuil. De ce qui reste, il faut tout mettre en œuvre pour le sauver, quel que soit l'état de délabrement dans lequel il se trouve. Il conviendrait que les autorités gouvernementales et municipales interdisent toute démolition ou transformation des bâtiments et que ce règlement ne soit pas contourné, que des mesures soient prises pour que ces bâtiments ne se détériorent pas davantage et qu'enfin elles prennent les moyens pour les restaurer. Pour ma part, je pense qu'il faudrait, dans un premier temps, tout mettre en œuvre pour restaurer l'Empress, (plus tard le Cinéma V), le seul cinéma de type égyptien au Canada, un exemple remarquable de décoration dite d'atmosphère, le York, un chefd'œuvre d'architecture art-déco, et enfin le Château, intéressant par son enveloppe extérieure en forme de hangar à dirigeables et aussi par sa décoration intérieure art-déco assez largement intouchée. Et le bâtiment est très facile d'accès. Ce qui n'est pas peu!

En attendant les autres... les architectes et les artistes sont là, et parmi les meilleurs. Quant à l'argent, est-il si rare?

Bibliographie

D. Lanken, Montreal Movie Palaces, Waterloo, Penumbra Press, 1993.

J. Martineau, Cinémas et patrimoine à l'affiche, Montréal, Ministère des Affaires culturelles, 1988.



Le Château (1931), rue Saint-Denis à Montréal. Architecte : René Charbonneau; peintre-décorateur : Emmanuel Briffa. (Photo : Jean-Paul Martel)

L'Apmag en courte-pointe...

» préparé par Réal Béland



Boisbriand, 1994. - MmeThèrèse Romer, co-fondatrice de l'Apmaq (1980) et Jean-Pierre Boivin, président de 1991 à 1994, signant le livre d'or à ville Lorraine - été 1992

Saint-Jean-sur-Richelieu, congrès 1994, madame Anita Caron, devenue présidente à l'assemblée générale de1998





Notre-Dame-du-Portage, congrès 1989. Madame et monsieur Pierre Cantin, lauréat du prix Robert-Lionel-Séguin, Lise et Roch Brunet, membres actifs de la première heure



Saint-Hilaire, congrès 1988. Mme Huguette Servant Séguin et M. André Robitaille, lauréat du prix Robert-Lionel-Séguin



Saint-Jean-sur-Richelieu, congrès 1994. Denise Caron et Yves Bellefleur, membres actifs de l'APMAQ et du comité **Avis et prise de position** du Conseil des monuments et sites du Québec (CMSQ)



Clément Locat, président de 1994 à 1998

Vaudreuil,
1996.
Gisèle
Monarque,
membre du
conseil
d'administration
pendant
plusieurs
années, nous
accueille chez
elle



Les photos de ces deux pages sont de Monique Arnoldi, Marie Bachand, Robert Bergeron, Anita Caron, Denise Caron, Clément Locat, Gisèle Monarque et Thérèse Romer.

... en feuilletant ses albums



Beauce congrès 1991. Gilbert Gardner, président pour un terme 1990-91





Madame
Raymonde
Cliche et
Conrad
Cliche,
président au
moment du
congrès de
Saint-Hilaire,
automne 1988



Saint-Hilaire, congrès 1988. Robert Bergeron et Louise Chamard de Beauport, membres actifs de la première heure, et Alice et Roger Jodoin de Saint-Charles-sur-Richelieu



Drummondville, congrès 1996. Marie Bachand, Agathe Lafortune et Monique Arnoldi dans une voiture ancienne faisant partie de la collection de monsieur André Paquin de Drummondville



Saint-Jean-sur-Richelieu, congrès 1994. Pierre de Bellefeuille, Thérèse Romer et Daniel Carrier, prix Robert-Lionel-Séguin en 1991



Congrès de Saint-Hilaire, 1988 - Premier congrès auquel participaient Pierre et Pauline Amesse (secrétaire-trésorière de l'association de 1989 à 1998), et Roger et Françoise Arsenault de Sainte-Flavie; des membres toujours actifs dans leur milieu respectif

Dossiers Sauvegarde

Anita Caron, responsable comité Sauvegarde

Une grande perte pour le patrimoine et le paysage de Lévis

Un bâtiment cité par la ville de Lévis, la maison Guay-Irving, disparaissait, le samedi 11 mars, sous la pelle mécanique du Service des incendies de la municipalité.

C'est une grande perte pour le patrimoine et le paysage de la ville de Lévis, avançait Gaston Cadrin, vice-président à l'environnement du GIRAM (groupe d'intervention et de recherche en aménagement).

En dépit des efforts entrepris depuis 1979 pour faire de ce site un parc régional ayant comme lieu d'accueil la maison Guay-Irving, le bâtiment a été complètement détruit. Comme le site constitue cependant le dernier bastion rural de la ville de Lévis, Gaston Cadrin demande à celle-ci de voir à en assurer, tout au moins, la conservation des paysages et des attraits de façon à faire de ce lieu un parc régional voué à l'interprétation de l'histoire et de la nature.

DES SUBVENTIONS DU PARTENARIAT DU MILLÉNAIRE POUR LES MOULINS PATTON ET OUELLET

Le moulin Patton (Montmagny) et le moulin Ouellet (Cap-Saint-Ignace) vont bénéficier d'une subvention du partenariat du millénaire qui va permettre à leurs propriétaires, la Corporation de développement communautaire Montmagny-L'Islet et la Corporation du Relais équestre de la Seigneurie Vincelotte, de procéder à des travaux de restauration de valeur de ces bâtiments.

La maison Louis-Bertrand de L'Isle-Verte désignée Lieu historique national

La Commission des lieux et monuments historiques du Canada a recommandé que la maison Louis-Bertrand y compris le terrain délimité par les rues Saint-Jean-Baptiste et Louis-Bertrand de même que les articles d'ameublement de la maison, soit désignée lieu historique national et que l'importance de l'endroit soit soulignée par une plaque commémorative.

Nous nous réjouissons que cette maison habitée actuellement par monsieur Robert Michaud, membre de l'APMAQ et professeur-rédacteur à l'Université du Québec à Rimouski, soit l'objet d'une désignation qui en assure la protection.

Les membres de l'Apmaq qui ont visité la maison, à l'été 1998, ont pu constater l'importance historique de ce bâtiment qui allie des caractéristiques issues de l'héritage français et des particularités propres aux traditions britanniques et amérindiennes.

Rappelons que le bâtiment est intimement associé à Louis et à Charles Bertrand qui ont tous deux joué un rôle déterminant dans le développement de la région de L'Isle-Verte au XIX^e siècle.

MAISON LEBER-LEMOYNE à LACHINE

Il faut se réjouir de la décision prise par la ministre de la Culture et des Communications concernant la sauvegarde intégrale du site où se trouve la maison historique LeBer-LeMoyne à Lachine. En effet, madame Agnès Maltais a signifié récemment aux autorités de la ville de Lachine qu'elle n'allait pas autoriser l'aliénation d'une parcelle du site LeBer-LeMoyne comme le souhaitaient les autorités municipales. Avant même qu'on ne procède à des études plus appro-fondies concernant ce site convoité par les développeurs, la ministre a voulu affirmer son intention de le maintenir dans ses composantes actuelles.

Ce lieu est une partie intégrante de la propriété de Cavalier de LaSalle, de LeBer et de LeMoyne, de Guillaume de Lorimier et de Marguerite Chorel, personnages importants dans l'histoire de Montréal et de la Nouvelle-France.

Célébrons ensemble!

Pour souligner les 20 ans de l'APMAQ, le Centre Canadien d'Architecture vous offre une remise de 15% sur le prix de l'abonnement annuel aux Amis du CCA.

Joignez-vous aux Amis du CCA dès aujourd'hui et recevez une invitation pour deux personnes aux inaugurations. Devenez membre et profitez de l'entrée gratuite illimitée au musée!

Abonnement du 20e anniversaire :

35 \$ (résidants de Montréal) au lieu de 45 \$ 25 \$ (extérieur de Montréal)

Renseignements : Micheline Fyfe, coordonnatrice des Amis du CCA, 514 939.7019



Pierres d'attente

Une décennie de démarches qui ont porté fruits

GORDON LEFEBVRE

'intérêt de l'Apmaq pour la maison natale du docteur Emmanuel Persillier-Lachapelle (1845-1918) ne date pas d'hier. Longtemps inoccupée, battue par tous les vents, sans chauffage, la maison a commencé à montrer des signes de fatigue dès les années 80. Inquiètes du sort de ce bâtiment historique, l'Apmaq et la Société d'histoire du Sault-au-Récollet ont sonné l'alarme en 1989 et en 1997.

L'Apmaq a exercé des pressions auprès de la Société immobilière du Québec (SIQ), propriétaire de la maison, pour que celle-ci assure la sauvegarde et la mise en valeur de l'héritage des Persillier-Lachapelle. Les démarches de l'Apmaq ont suscité l'appui d'Héritage Montréal et du Conseil des monuments et sites du Québec (CMSQ), et encouragé les efforts de la Société d'histoire du Saultau-Récollet pour faire de cette maison un centre d'interprétation de l'histoire sociale de Montréal.

Deux appuis de taille sont venus s'ajouter en 1998, celui du député de Crémazie, monsieur Jean Campeau, et celui du député de l'Acadie (la circonscription où se trouve le bâtiment), monsieur Yvan Bordeleau. Ce dernier a eu l'heureuse initiative d'interpeller en commission parlementaire le président du Conseil du trésor et le président de la SIQ, au sujet des actions envisagées pour assurer la conservation de la maison.

La maison Persillier-Lachapelle se refait une beauté

Sous ce titre accrocheur, Claudine Mainville, rédactrice du Courrier Ahuntsic et du Courrier Bordeaux-Cartierville, a mené une vigoureuse campagne de promotion en quatre temps: en août 1999, pour annoncer, en première page, une levée de fonds pour déplacer la maison dans le parc Notre-Dame-de-la-Merci; en novembre de la même année, pour saisir les premières images des travaux de conservation; en janvier 2000, pour

La maison Persillier-Lachapelle après sa restitution

Photo: Jean-Paul Martel

La maison Persillier-Lachapelle avant sa restitution

Photo: Gordon Lefebvre

Construite en 1820, la maison Persillier-

présenter le projet des artistes en arts visuels regroupés sous le vocable Ress-art, désireux d'occuper le bâtiment; enfin, en mars 2000, la réception de la SIQ marquant la fin des travaux, avec une photo couleur, en première page, illustrant la nouvelle physionomie de la maison.

À la recherche d'une troisième vie

Le 13 mars dernier, monsieur Benoît Rheault, directeur régional de la SIQ, et son adjoint, M. Marquis Camiré, recevaient une vingtaine d'invités dans la chaleur de la maison nouvellement restaurée au coût de 170 000 \$, pour marquer la fin des travaux amorcés en novembre 1999.

Ces travaux comprenaient la restauration du portique, la réparation des fondations, la pose d'un drain, la réfection des joints de maçonnerie, la pose d'une nouvelle toiture et de nouvelles fenêtres et enfin, l'installation d'un système de chauffage électrique.

La restitution réalisée par les soins de la SIQ redonne à cette maison ancestrale la même complexion qu'elle avait il y a 30 ans. Le résultat est remarquable et ne peut laisser personne indifférent.

Construite en 1820, la maison Persillier-Lachapelle est un rare exemple de ces riches maisons de ville bâties à la campagne. Ses imposantes cheminées et ses murs coupe-feu l'apparentent aux maisons du Vieux-Montréal.

Cependant, malgré ses attraits, elle reste inaccessible tant qu'elle est prisonnière de son site actuel. Avec le temps, elle a perdu sa fonction de sentinelle à l'entrée de la prison de Bordeaux et, même restaurée, elle est encore un orpheline en quête d'un foyer d'accueil.

Le projet de Ress-art, qui regroupe près de 70 peintres de l'arrondissement, est d'animer cette maison, en lui donnant une troisième vie, celle d'une maison des arts visuels. Des démarches sont amorcées depuis janvier pour demander à la ville de Montréal de recevoir la maison dans le parc Notre-Dame-de-la-Merci, un des axes de développement du Montréal bleu.

C'est une histoire à suivre jusqu'en 2001, l'année magique où le projet des artistes pourrait voir le jour, car le rêve d'une maison des arts visuels s'inscrit dans les activités de commémoration du 300° anniversaire de la Grande Paix de 1701.

Vie de l'association

Réal Béland et Agathe Lafortune





<u>Photo du haut</u>: - Downes Ryan, Monique Arnoldi et Jacques Portelance; <u>photo du bas</u>: - Thérèse Romer et Agathe Lafortune lors du lancement de *La Lucarne* le 7 mars 2000, au Centre canadien d'architecture (Montréal), à l'occasion du 20° anniversaire de l'APMAQ - (photo: Agathe Laforturne)

Compte rendu du lancement de La Lucarne pour célébrer ses 20 ans

À l'occasion d'une célébration soulignant les vingt ans de l'association des Amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec (APMAQ), une quarantaine de personnes venues de diverses régions du Québec ont participé au lancement du numéro spécial de La Lucarne, la revue trimestrielle publiée par l'APMAQ. Ce numéro de La Lucarne se voulait un regard porté sur des actions accomplies pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti au cours de la période 1980 - 2000.

Des membres de l'APMAQ de la première heure, des personnes représentant l'actuel conseil de l'association et la direction régionale du ministère de la Culture et des Communications, des artisans voués à l'entretien et à la restauration des maisons anciennes et des commanditaires associés au réseau du patrimoine bâti étaient notamment au rendez-vous.

Des membres du personnel de la Fondation des Amis du Centre canadien d'architecture (CCA), également présents, ont contribué à rendre possible la tenue de cet événement dans ce lieu hautement significatif qu'est la maison Shaughnessy à Montréal.

Assurances de bâtiments anciens

En réponse au questionnaire qui a été adressé aux membres dans une précédente livraison de La Lucarne, vingt-six propriétaires ont fait parvenir des informations concernant le régime d'assurance qu'ils détiennent présentement pour couvrir les risques encourus sur leur propriété. Une compilation de ces données a été faite, et Bernard Lajoie poursuit ses démarches visant à obtenir une protection qui tienne compte de la valeur réelle des bâtiments assurés.

Les membres qui ne l'auraient pas encore fait peuvent remplir la fiche de consultation, qui leur est parvenue déjà, pour faire part de leurs besoins en ce qui a trait à une couverture d'assurance convenant à des bâtiments anciens.

Renseignements: (514) 987-3000, poste 4495 #

Fondation maisons anciennes du Québec

Afin de donner une suite à un projet qui a fait l'objet des préoccupations de l'Apmaq à différentes étapes de son histoire, un projet de fondation a pris forme au cours des derniers mois. Cette fondation a pour nom « Fondation maisons anciennes du Québec ».

Ses objets sont, entre autres, de soutenir financièrement des actions qui visent la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine architectural du Ouébec, et principalement, du patrimoine domiciliaire; solliciter, recevoir et administrer des dons, legs et autres contributions pouvant soutenir financièrement des actions visant la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine québécois; organiser des campagnes de souscription; assurer, en concertation avec l'Apmaq, la gestion de biens immobiliers et mobiliers reçus dans le but de favoriser les meilleures conditions de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine architectural du Québec.

Une première étape en vue de la reconnaissance officielle de la Fondation maisons anciennes du Québec a été franchie, le 22 février dernier, lors de l'émission des lettres patentes de la corporation par le ministère des Institutions financières du Québec. La prochaine démarche à compléter consiste à obtenir le statut d'organisme de bienfaisance auprès du ministère fédéral du Revenu.

La plaque d'identification de l'APMAO

Des plaques d'identification fabriquées par des artisans de la région de Québec, Dominique Didier et Pierre Bolduc, sont encore disponibles pour les personnes désireuses d'orner leur demeure d'un insigne de marque. Près de trente propriétaires ont déjà fait l'acquisition des plaques d'identification de l'APMAO.

Les membres qui désirent commander cette plaque peuvent le faire en communiquant avec le Secrétariat de l'APMAQ au (514) 987-3000 poste 4495 suivi du #.

Tout en jardinant ...

Alexander Reford (1999). *Des jardins oubliés 1860-1960*. Les Jardins de Métis, l'Association des jardins du Québec, Les Publications du Québec, 29,95 \$

MICHELINE FRENETTE

Pendant la belle saison, nous travaillons pour la plupart d'arrache-pied (pour ne pas dire d'arrache-main) à cultiver les jardins fleuris ou potagers qui agrémentent nos vies et nos demeures. Voici un bel ouvrage qui nous rappelle que les jardins font aussi partie du patrimoine. Chronique des jardins du Québec depuis un siècle et demi, *Des*

jardins oubliés 1860-1960 témoigne de la richesse du patrimoine horticole québécois. Il bat en brèche le mythe voulant que le goût des Québécois pour l'horticulture -date des Floralies de Montréal en 1980. En réalité, le Québec compte des jardiniers et des jardins depuis les débuts de la coloni-

sation. Au milieu du XIX^c siècle, beaucoup de nos premiers jardins avaient même déjà disparu, victimes de négligence ou de l'expansion urbaine. Ce volume de plus de 200 pages est le cinquième de la collection Aux limites de la mémoire (*) qui a pour objectif de rendre accessible au grand public la richesse des différents fonds d'archives du Québec.

Des jardins oubliés 1860-1960 présente en 175 photographies plus d'une centaine de grands jardins, saisis par presque autant de photographes. Certains sont montrés pour la première fois. À l'image du passé, les photographies sont en noir et blanc «ancien», en d'autres mots, très belles. La plupart de ces jardins n'existent plus qu'en photographies, car les jardins sont des trésors plus délicats et plus fragiles que tout autre élément de notre milieu bâti. D'ailleurs, nous bénéficions en même temps d'un regard sur plusieurs bâtiments que ces jardins ornaient. Les photographies, accompagnées de courts textes descriptifs, sont réunies dans les catégories suivantes: «Des jardins oubliés. Grands jardins.

Domaines fleuris. Travail et loisirs. Jardins et parcs. Fantaisies. Jardins ecclé-siastiques. Jardins de ville. Jardins de campagne. Jardins d'artistes». Quelle excellente idée d'inclure à la fin du volume une version anglaise des textes descriptifs. Ainsi vous pourrez l'offrir à vos amis anglophones. Enfin, mentionnons qu'une attention particulière a été aussi

apportée à la typographie.

Québec ##

IARDINS

OUBLIFS

1860-1960

Historien de formation, l'auteur, Alexander Reford est directeur des Jardins de Métis depuis 1995. Arrière petit-fils d'Elsie Reford, la fondatrice des jardins, il assure leur préservation ainsi que leur développement. Il est aussi président de l'Association des jardins du Québec depuis 1997. Poussez donc la grille de ces somptueux jardins après avoir peiné dans le vôtre. Vous y ferez des découvertes étonnantes en y retrouvant un peu de l'âme des générations passées. Comme le dit si bien l'auteur, « Durant des siècles, les jardins ont constitué un élément vital du patrimoine du Québec. Ils méritent bien de le rester. »



DERNIER APPEL «Beau livre» sur la maison québécoise

Michel Lessard lance un dernier appel aux membres de l'APMAQ pour compléter la documentation dont il a besoin en vue de l'élaboration de son prochain livre sur la maison québécoise.

L'invitation s'adresse tout particulièrement aux personnes qui possèdent des maisons construites entre 1850 et 1950, par exemple, maisons de style victorien, et art-déco. Michel Lessard classe les maisons de cette époque en trois catégories : «éclectique», prémoderne et moderne.

Comme il est souhaitable que toutes les régions du Québec soient représentées, un appel spécial est fait aux membres de l'APMAQ qui habitent l'Estrie, de même que l'Outaouais, l'Abitibi et le Lac Saint-Jean, régions pour lesquelles l'auteur n'a pas reçu, pour le moment, d'informations suffisantes.

Rappelons les consignes données à l'origine du projet : les propriétaites racontent d'abord leur "coup de coeur", en une ou deux pages, puis ils parlent de la restauration de leur maison et joignent quelques photos (en couleur), avant et après travaux.

Informations: Liette Audet Lapointe (514) 271 - 7607

L'occasion est belle pour rappeler à votre mémoire le magnifique volume de Paul-Louis Martin, Pierre Morisset et Janouk Murdock intitulé *Promenades dans les jardins anciens du Québec* publié en 1996 chez Boréal et commenté en ces pages par Clément Locat dans le numéro Automne 1996 de *La Lucarne*. Les deux ouvrages se complètent de façon remarquable.

^(*) Les autres titres de la collection sont Des forêts et des hommes 1880-1982, Les voies du passé 1870-1965 et Entre campagne et ville 1940-1950. Voir les numéros de La Lucarne, Printemps 1996, Printemps 1997 et Hiver 1997 pour des recensions de ces ouvrages.

En bref...

> Anita Caron et Agathe Lafortune

LA MÉDAILLE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE EST DÉCERNÉE À M. ROSAIRE SAINT-PIERRE

Le dimanche 16 avril dernier, le député Claude Lachance, remettait à Rosaire Saint-Pierre de Beaumont la médaille de l'Assemblée nationale du Québec. Cet honneur reconnaissait la contribution exceptionnelle de monsieur Saint-Pierre à la mise en valeur du patrimoine bâti et à la conservation de la ménoire historique de la région de Bellechasse.

L'événement avait lieu dans la Bibliothèque Luc-Lacoursière de Beaumont, un des bâtiments patrimoniaux dont monsieur Saint-Pierre a contribué à assurer la sauvegarde. Une centaine de personnes s'étaient jointes au député de Bellechasse pour offrir leurs hommages au lauréat qui, aujourd'hui âgé de quatre-vingts ans, poursuit toujours des travaux de restauration de maisons anciennes et s'applique à faire connaître la généalogie et l'histoire des familles de la région.

Monsieur Saint-Pierre — plusieurs s'en souviendront sans doute — avait accueilli chez lui, à l'été 1984, des membres de l'APMAQ qui participaient à une visite de maisons anciennes de Beaumont. Nous nous réjouissons de l'honneur qui lui est accordé par l'Assemblée nationale. Monsieur Saint-Pierre est la quatrième personne à recevoir cette distinction depuis sa création par l'Assemblée nationale.

ÉLUS MUNICIPAUX ET PATRIMOINE

Les membres de l'APMAQ liront avec beaucoup d'intérêt le dossier sur le patrimoine et les municipalités préparé par *Continuité* (numéro 84, printemps 2000). Ils pourront y découvrir des arguments pour sensibiliser les élus municipaux à la protection du patrimoine.

Le magazine Continuité vient en effet de publier un dossier concernant les élus municipaux et le patrimoine. Un de ces articles, qui s'intitule «Gérer une municipalité et sa culture», présente des exemples d'interventions réussies dans des municipalités que l'on peut qualifier de modèles, entre autres : Aylmer, Trois-Rivières, Drummondville et Saint-Placide. On rappelle aussi, bien sûr, les mesures de protection du patrimoine dont disposent les municipalités en vertu de la Loi sur les biens culturels : la citation et la constitution de sites du patrimoine. Mais on note que celles-ci, faute de moyens financiers ou autres, sont peu enclines à se prévaloir de cette Loi. Les propriétaires de bâtiments anciens peuvent, quant à eux, faire appel à des programmes de soutien financier s'ils habitent des municipalités où l'on a procédé à la citation ou à la constitution de sites du patrimoine. C'est le cas, par exemple, de Rimouski.

Il existe, par ailleurs, à la Société d'habitation du Québec (SHQ), un programme de financement pour les municipalités qui veulent améliorer le bâti de leurs quartiers anciens. Ce programme pour la revitalisation des vieux quartiers s'adresse aux villes-centres. Il y a 43 villes-centres au Québec. Or, de ce nombre, seulement 25 d'entre elles ont fait appel au programme de la SHQ. Avis donc aux intéressés!

Puis, il y a le programme Rues principales qui, en collaboration avec les personnes et les groupes, aide les villes dans la revitalisation de leurs artères principales et la mise en valeur du patrimoine local. Enfin, le programme Villes et villages d'art et de patrimoine (VVAP) qui, en regroupant les forces vives de la culture au Québec, se veut un réseau interrégional et national visant à valoriser le patrimoine de façon originale et novatrice.

PROGRAMMES POUR LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE BÂTI

Société d'habitation du Québec (SHQ)

1-800-463-4315

Programme de revitalisation des vieux quartiers

Rues principales 11, rue de l'Ancien-Chantier Vieux-Québec (QC) G1K 6T4)

Téléphone: (418) 694-9944 Télecopieur: (418) 694-9488

Télecopieur: (418) 694-9488 Courriel

rues.principales@sympatico.ca
Site Web

www.fondationruesprincipales.qc.ca

Villes et villages d'art et de patrimoine

Vieux-Séminaire, Université Laval 1, Côte de la fabrique, Québec G1K 7P4

Tél.: (418) 656-3108 Télec.: (418) 656-3128 Courriel: vvap@faaav.ulaval.ca

Vous désirez acheter, vendre ou donner des matériaux usagés ?

Vous êtes invités à participer à un réseau d'échange de services permettant de vendre, d'acheter ou de donner :

- des matériaux usagés pour restaurer une maison ancienne (fenêtres, ferrures, clins de bois, etc.)
- des meubles anciens
- des articles, des objets ou des documents ayant une valeur historique ou patrimoniale.

Ce service est gratuit pour les personnes qui ont des choses à donner.

Ceux et celles qui veulent vendre ou acheter des matériaux ou des articles divers sont priés d'adresser une brève description de ce qu'ils veulent offrir ou acquérir.

Pour couvrir les frais de ce service, une modeste contribution de 5 \$ est demandée.

Portes ouvertes sur le patrimoine de Cap-Saint-Ignace

Afin de mettre en valeur les richesses culturelles dont il entend faire la promotion, le comité Culture et patrimoine de Tourisme Cap-Saint-Ignace propose, les 23 et 24 juin prochain, une fête populaire ouvrant une vitrine sur différentes facettes de son patrimoine vivant et architectural.

Cette fête organisée avec la collaboration de la Société Saint-Jean-Baptiste, du Service des Loisirs et de quelques organismes de Cap-Saint-Ignace comportera diverses activités dont l'ouverture, le 23 juin, d'un Centre Art-Terroir suivi de l'inauguration d'une deuxième phase de circuits patrimoniaux et d'un feu de la Saint-Jean sur les berges du Saint-Laurent. La fête populaire du 24 juin aura lieu au Parc récréatif de Cap-Saint-Ignace. Il y aura exposition de produits régionaux, de pièces artisanales et d'instruments aratoires anciens, pique-nique familial, démonstrations de danses et de gigues, course de tacots, olympiades à l'ancienne, animations musicales et visite accompagnée du site du Moulin Ouellet.

INVITATION À PARLER DE SA MAISON

L'équipe de rédaction de La Lucarne souhaiterait donner de l'information sur des maisons anciennes appartenant à des membres de l'Apmaq. Invitation est donc faite à toute personne ayant le goût de parler de sa maison – style, origine, histoire, transformations – d'entrer en communication avec Agathe Lafortune pour établir les modalités d'une présentation dans un numéro prochain de La Lucarne.

Plus de soixante-cinq exposants à un Salon national d'histoire et de patrimoine

Les 12 et 13 mars 2000 se tenait à l'Université du Québec à Trois-Rivières, une première édition d'un Salon national d'histoire et de patrimoine auquel participaient plus de soixante-cinq exposants provenant de toutes les régions du Québec. Ce salon était une initiative d'étudiantes et d'étudiants en histoire de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Autour du thème « Un patrimoine pour le nouveau milténaire », des associations vouées au patrimoine. des Société d'histoire, des artisans, des centres d'interprétation, des musées, des Sociétés généalogiques, des organisations de festivals présentaient des exhibits significatifs de notre mémoire collective. Des conférences, des spectacles de marionnettes et de musique traditionnelle, des rencontres avec des auteurs d'ouvrages historiques et un bal costumé ont été les moments forts de ces journées qui ont permis à des centaines de visiteurs de se familiariser avec un patrimoine riche et diversifié.

HAM-SUD EN ESTRIE NOUS INVITE

Le Centre des métiers d'art traditionnels de Ham-Sud, propose, cet été encore, une série d'activités de formation et d'information. Le grand public est invité à une journée portes ouvertes qui se tiendra le 24 juin prochain (prix d'entrée : 4,50 \$). Par ailleurs, les artisans désirant parfaire leur art dans les domaines, entre autres, du vitrail, de la sculpture sur bois et de la restauration de mobilier peuvent s'inscrire à des ateliers qui se donneront à des dates précises au cours de l'été.

Pour s'informer et réserver : Michel Bachelet (819) 828-0518. Leur adresse : 1 chemin Gosford nord, Ham-Sud. DES ATELIERS-STAGES NATURE ET CULTURE

De la mi-mai à la mi-octobre, la Fondation Maison et Jardins Chénier-Sauvé offre la possibilité de visites individuelles du jardin chaque mardi et samedi à 14 heures. On peut se rendre sur les lieux sans avoir réservé à l'avance. Des visites de groupes (12 à 14 personnes) peuvent se faire à des dates à déterminer avec le secrétariat de la Fondation.

Au cours de l'été 2000, quatre ateliers-stages nature et culture sont également proposés. Ces ateliers porteront sur les thèmes suivants :

- le 18 juin, il sera question des fleurs indigènes;
- le 9 juillet, des iris iridescents et des lys légendaires;
- le 13 août, de la flore de nos berges;
- le 24 septembre sera consacré à la photographie et à la peinture des couleurs de l'automne.

Ces ateliers ont lieu de 10 heures à 16 heures. On peut obtenir de l'information en téléphonant au (450) 473-0149. Les personnes qui, par ailleurs, souhaiteraient participer à un atelier d'aquarelle animé par Susan Heller, les 19 et 20 août, peuvent retenir leurs places en s'adressant au secrétariat de la Fondation

Une forme d'Aide fort appréciée des PROPRIÉTAIRES DE MAISONS ANCIENNES

Dans le cadre du Salon de l'habitation et de la rénovation qui s'est tenu à Montmagny les 7 et 8 avril, des citoyens ont eu la possibilité de bénéficier de l'expertise d'un architecte pour des conseils concernant des travaux de restauration ou d'entretien de maisons anciennes dont ils sont propriétaires. Cette consultation se faisait à partir d'une photo apportée par les propriétaires. Ce service offert par la ville de Montmagny semble avoir été fort apprécié des personnes qui s'en sont prévalu.

Carrefour des petites annonces



204, boul. Montarville Bur.210 Boucherville Québec J4B 6S2

(450) 641-2675 Sans frais: 1 888 641-2675 Télécopieur: (450) 641-8072 Courriel: inspect.plan@sympatico.ca

EXPERTS-CONSEILS EN BÂTIMENT

CONSULTATION ET EXPERTISE SURVEILLANCE DES TRAVAUX REPRÉSENTATION JUDICIAIRE ARBITRAGE & MÉDIATION CONFORMITÉ D'IMMEUBLE PROJET MUNICIPALIX

ROFESSIONNEL RECOMMANDÉ PAR L'ACQ JURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNE

Belle ancestrale (circa 1818) Sainte-Anne de La Pérade À VENDRE

Tout en pierre, 48 x 36 pi. 10 pièces, 2 salles de bain, 3 foyers, chauffage à eau chaude. Bâtiments, terrain 160 000 pi ca. Étang.

Prix demandé: 224 000 \$



Tél.: (418) 325-2907 Téléc.: (418) 325-3179

La campagne à la ville

COTTAGE ANCIEN CENTENAIRE À TOIT MANSART boul. Gouin à Cartierville à proximité de 2 parcs

Terrain 45 X 272 pi Restauré dans le style d'origine 9 pièces incluant 2 salles de bain complètes et 4 chambres à l'étage. Prix demandé 175.000\$

Pour informations: les propriétaires Gisèle & Jean-Paul au (514) 335-2572

Pagette: (514) 407-2511 Courriel: henryip@videotron.ca



Poêle à bois À COMBUSTION LENTE

à vendre

Très efficace, excellent état en fonte noire de marque Lakewood

Prix demandé: 225 \$ Téléphone: 450 473-0149

La Belle Amérique

Collections d'objets d'art et reproductions d'objets du patrimoine: bois, faïence,



GROUPE E.J.M. inc.

Saint-Polycarpe (Qc) J0P 1X0 Téléphone: (450) 265-3027 Télécopieur: (450) 265-9810 Courriel:

la_belle_amerique@yahoo.com

Site unique au Québec Ile-aux-Vaches

Saint-François de Laval

Magnifique maison de pierre datant 1740, restaurée à 80%. Terrain riverin de 19 544 pi ca. (rivière Des-Mille-Iles). Zone résidentielle (pas de pont). Site enchanteur!

2 foyers, 3 armoires encastrées, plancher en pin, puits artésien. Évaluation de la Banque de Montréal Prix à discuter, financement disponible.



RENSEIGNEMENTS: JEAN-LUC GOUDREAU TÉL. (514) 365-5140 (entre 8 et 18 h)



Le Censitaire Antiquités Vente & Achat 000

B&B

1859, Bord du Lac, Île Bizard (Qc) H9E 1A5 (514) 624-7992

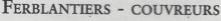


À vendre

Belle d'autrefois (1867)55 000\$ Saint-Fabien

Terrain 195 x 125 pi. Arbres fruitiers; 8 pièces: salle à manger, 4 ch à c. Accueillante et confortable. Située à Saint-Fabien, près de Rimouski; golf, fleuve et théâtre d'été à proximité.

Renseignements: 514 337-6939





Guy Corbeil

1641 A, 6° Rang Saint-Gabriel-de-Brandon **JOK 2NO**

Téléphone: (450) 835-2851 Télécopieur: (450) 835-9845



Amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec

APMAQ - Association à but non lucratif fondée en 1980

Le ministère de la Culture et des Communications apporte son appui financier au fonctionnement de l'Association.

LE CONGRÈS ANNUEL DE L'APMAO

29, 30 septembre et 1er octobre 2000

e premier congrès annuel de l'Apmag avait lieu dans la région de Québec. À l'occasion des 20 ans de notre association, le prochain congrès se déroulera à Québec. Un comité coordonné par Jacques Portelance et auquel participent actuellement Raymond Bergeron, Anita Caron et André Corriveau, vous soumettra le programme dans le prochain numéro de La Lucarne. Actuellement, des ententes ont été établies avec le Château Bonne-Entente pour l'hébergement et les lieux de rencontres.

Hébergement

Les personnes intéressées à participer au congrès sont invitées à faire leurs réservations, avant le 1er septembre prochain, à l'hôtel Château Bonne-Entente, 3400, chemin Sainte-Foy, Québec, B1X 2S6, soit par téléphone (418) 653-5221 ou 1-800-463-4390, ou par télécopieur au (418) 653-3098. Un bloc de 26 chambres a été retenu jusqu'au 1er septembre 2000.

Nous vous invitons à réserver ces dates et à vous joindre à nous à l'occasion des 20 ans de l'APMAQ.

Jacques Portelance

TARIF DES CHAMBRES

Forfait 1 Forfait 2

Occupation simple 365 \$ 218 \$ Occupation double 460 \$ 300 \$

Le forfait 1 inclut deux nuits d'hébergement, deux petits-déjeuners, deux repas du midi, le banquet ainsi que les frais de service.

Le forfait 2 inclut une nuit d'hébergement, un petitdéjeuner, deux repas du midi, le banquet ainsi que les frais de service.

Les tarifs ci-dessus sont nets, non sujets à commission, en devises canadiennes et sujets aux taxes en viqueur soit TPS 7 % et TVQ 7,5 %.

COMPTE RENDU DE LA VISITE DE SAINT-EUSTACHE



La maison Graton-Chesser-Vieux Saint-Eustache

e temps était incertain et on aurait pu croire que les membres de l'APMAQ craindraient de sortir de chez eux. Au contraire, près de cent personnes - venues parfois d'aussi loin que Saint-Jean-Port-Joli et de Cap Saint-Saint-Ignace - ont participé à la visite à Saint-Eustache. Il y a eu d'abord le dévoilement de la plaque d'iden-tification de l'APMAO à la maison Chénier-Sauvé. La cérémonie s'est déroulée en présence de Marcel Masse, président de la Commission des biens culturels, et de madame Jeannine Taillefer, coordonnatrice du mouvement de revitalisation du Vieux-Saint-Eustache dans le cadre du programme Rues principales.

Si vous n'avez pas pu être présents à cette activité, je vous invite à faire par vous-même la tournée de ces hauts-lieux de l'histoire et du patrimoine architectural de Saint-Eustache que sont la Maison Paquin (40 rue Saint-Eustache) habitée par la même famille depuis six générations, la maison Globensky (64 rue Saint-Eustache) composée de deux corps jumeaux ornés de beaux volets rouges et dont le toit en larmier est percé de lucarnes, la Maison Graton-Chesser (338, 340, 342 Saint-Eustache) habitée au XIXº siècle par des anglophones - ce qui explique qu'elle n'a pas été incendiée en 1837 -, la Maison Marsil (136, rue Saint-Louis), objet d'une restauration remarquable par ses nouveaux propriétaires et, enfin, la maison et les jardins Chénier-Sauvé, propriété ayant appartenu successivement à cinq députés et étant devenue, sous les auspices d'une Fondation, un lieu voué à la connaissance du passé, à la conservation du patrimoine et du respect de l'environnement au bénéfice des générations futures.

Agathe Lafortune

Pour devenir membre de l'APMAQ

Cotisation annuelle: 30 \$ par famille Cotisation de soutien: 50 \$

Pour recevoir votre carte de membre et le reçu, postez votre chèque et une enveloppe affranchie, adressée lisiblement à votre nom, à:

> Secrétariat de l'APMAO 2050, rue Amherst Montréal (QC) H2L 3L8

Téléphone: (514) 528-8444 Télécopieur: (514) 528-8686

La Lucarne

La Lucarne est publiée en mars, juin, septembre et décembre de chaque année par l'Association des Amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec (Apmaq).

L'adresse du Secrétariat de l'Apmag est le 2050, rue Amherst, Montréal

(Qc) H2L 3L8.

Téléphone : (514) 528-8444 Télécopieur: (514) 528-8686.

Vous pouvez reproduire et citer les textes parus dans La Lucarne à la condition d'en indiquer l'auteur et la source.

Édition : Anita Caron

Comité de rédaction : Réal Béland, Pierre de Bellefeuille, Micheline Frenette et Agathe Lafortune

Collaboratrices, collaborateurs: Julie Bergeron,

Christine Guérin, François Lachance, Gordon Lefebvre, Clément Locat, Dominique Poirat, André Rochon et

Photographies: Clément Locat, Pierre Lahoud, Agathe Lafortune, Gordon Lefebvre et Jean-Paul Martel Mise à la poste : Réal Béland, Agathe Lafortune, et Gilles Paquin

Infographie: Pauline Amesse Imprimeur: Imprimerie de la CSM Bibliothèque nationale du Québec Bibliothèque nationale du Canada Dépôt légal : ISSN 0711-3285